

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Manifestation mi-novembre à Bamako au Mali contre l'opération militaire française Barkhane

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

MALI/FRANCAFRIQUE

Honni soit qui Mali pense!

Cheick Oumar Sissoko, cinéaste renommé et ancien ministre de la Culture et de l'Éducation au Mali adressait fin 2019 début 2020 plusieurs lettres au peuple malien dans lesquelles il dénonçait les contradictions de la politique française et donc européenne, c'est-à-dire le rôle arrogant, le double jeu et l'appui aux élites maliennes corrompues. Il soulignait les tentations de la France de diviser le Mali pour mieux exclure les concurrents dans la course à l'exploitation du sous-sol.

La lettre de Sissoko a articulé les pensées de milliers de Maliens qui se sont exprimés par la suite dans des manifestations gigantesques qui ont pris le nom en 2020 de *M5-RFP*. Ce mouvement de contestation s'est dressé d'une part contre l'ingérence militaire de la France, son inefficacité face aux terroristes et d'autre part contre l'élite malienne corrompue et collabo. Le 20 août 2020, le coup d'État militaire imposait la démission du gouvernement contesté de Ibrahim Boubacar Keita¹. La nouvelle équipe gouvernementale a remplacé le premier ministre dans une deuxième phase par Choguel Maïga, le porte-parole du comité stratégique du mouvement populaire *M5-RFP*.

L'auteur de cet article, convaincu que nous n'avons que rarement la possibilité de découvrir des voix contestataires africaines dans nos médias, a publié en 2020 pour Cheick Oumar Sissoko, secrétaire général de la Fédération des Cinéastes panafricains, ses lettres au peuple malien sous le titre: «*L'homme n'est grand que dans la Paix. Il*

faut tuer la guerre» avec une préface du musicien Salif Keita et une postface de notre ami Jean Ziegler.² Ces lettres donnent un rapide survol pour mieux comprendre la situation d'une «ancienne» colonie de la France.

Le gouvernement de transition du Mali actuel sous la présidence d'un militaire, Assimi Goïta, se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais pour des élections le 27 février 2022, imposées par la France, l'Union européenne et les pays de la CEDEAO³ et se voit actuellement confronté à des sanctions dictées par les mêmes. «*Ils savent très bien que le délai initial fixé n'est pas tenable, pour un pays en guerre, pour organiser des élections crédibles. Ce qui va empêcher près de 80% des électeurs et électrices de se rendre aux urnes. Mais de cette réalité, on s'en détourne sans honte ni scrupules,* écrit Mamadou Bandiougou Diawara.

Un peu d'histoire

Le déroulé de l'histoire montre clairement qu'entre les dirigeants maliens

RIACE / NOTE DE LA REDACTION

Choqué-es, plusieurs lecteurs et lectrices nous ont écrit après avoir lu l'article «*Coupable de délit d'humanité*» dans *Archipel* N° 308 de novembre 2021 sur la condamnation extrêmement lourde de l'ancien maire de Riace, Domenico «Mimmo» Lucano. Iels nous ont demandé comment protester contre ce jugement scandaleux, étant donné que nous n'avions pas donné d'indications dans ce sens dans l'article. Celles et ceux qui suivent Riace depuis longtemps et qui sont les plus proches de Domenico, sous le choc, avaient d'abord envoyé des messages personnels puis nous avons publié une déclaration de solidarité officielle du FCE. La vague de protestations et de pétitions au niveau italien et international a été énorme. Il y a toujours des pétitions en ligne qui peuvent être signées:

<<https://change.org/p/domenico-lucano-mimmo-lucano-nous-sommes-avec-toi>>

<<https://www.change.org/p/mario-draghi-liberte-pour-mimmo-lucano>>

Vous pouvez aussi envoyer directement un message de soutien à Domenico:

<<https://riacecittafutura.org/scrivi-un-messaggio-a-mimmo-lucano>>

Nous allons continuer de soutenir Domenico Lucano ainsi que ses coaccusés. Le jugement est en appel, il faudra remobiliser au moment du nouveau procès. Nous vous informerons des suites...

La rédaction

et français·es, c'est une affaire de pot de terre contre le pot de fer et c'est visiblement les dirigeant·es maliens qui sont le pot de terre, en raison de la situation socio-économique du pays. Une courte phrase dans l'édito du quotidien *Aurore*⁴ du 5 juin 1945 résume bien les objectifs de la France en Afrique: «*Il y a quelque chose que nous devons sauvegarder à tout prix, si nous ne voulons pas tomber définitivement au rang de puissance de troisième ordre: c'est la cohésion du bloc France Afrique.*» Ce constat était d'actualité durant bientôt 80 ans et il l'est encore aujourd'hui.

Pour illustrer cette ligne directrice, quelques événements maliens de cette histoire: Quand le président de l'indépendance Modibo Keita fit sa réforme monétaire en août 1962 pour sortir de la zone franc et du franc CFA, il fut contraint en 1967 de renégocier en position de faiblesse pour réintégrer la zone franc⁵. En novembre 1968, il fut renversé par une junte militaire dirigée par le lieutenant Moussa Traoré, formé en France. En 1984, le régime dictatorial du général Moussa Traoré abandonnait finalement le franc malien au profit du franc CFA. Six ans plus tard en 1990, le dictateur Moussa Traoré lançait au président français Mitterrand que «*la démocratie n'est pas une camisole de force*». En mars 1991, il fut renversé par un large mouvement populaire et Amadou Toumani Touré, dit ATT⁶ qui rentrait d'une formation en France, était élu président.

Son successeur, Alpha Oumar Konaré⁷ dit qu'il n'irait pas accueillir le président français Jacques Chirac à Dakar. Selon lui, Chirac devait venir à Bamako s'il voulait parler aux dirigeant·es maliens. Cela fut perçu comme un affront à l'Élysée et Alpha fut obligé de louer les bons offices d'Oumar Bongo, le président du Gabon pour se réconcilier avec Chirac. En 2011, ATT, contrairement au président sénégalais Abdoulaye Wade, refusait ouvertement de soutenir la croisade de Nicolas Sarkozy contre Kadhafi. En janvier 2012, la rébellion MNLA⁸ éclata au nord du Mali et en mars 2012, ATT fut renversé par la junte militaire du capitaine Amadou Aya Sanogo⁹.

Aujourd'hui

Sans approfondir le déroulé de l'intervention militaire française sous la présidence de François Hollande en 2013¹⁰ pour replacer des unités françaises sur le sol du Mali, nous assistons depuis trois ans à une prise de conscience planétaire et africaine: *Black lives Matter*, la Forteresse Europe, Frontex, les accords multiples pour le refoulement des migrant·es mal venu·es en Europe, des migrant·es qu'on laisse mourir dans la Méditerranée... une chose est certaine: l'Africain·e ne veut plus être traité·e comme un humain de deuxième catégorie.

Ainsi, Aminata Traoré¹¹ dénonce les «*alliances xénophobes et racistes, l'hypocrisie de venir protéger les femmes*

et enfants au Mali mais de laisser les mêmes se noyer dans la Méditerranée» et attire l'attention sur des phrases de l'actuel président français Emmanuel Macron: «*Nous sommes sans doute à vivre la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde. Nous nous étions habitués à un ordre international qui, depuis le 18^e siècle, reposait sur une hégémonie occidentale. [...] Les choses changent. [...] Et viennent non seulement bousculer notre ordre international, et peser dans l'ordre économique, mais qui viennent aussi repenser l'ordre politique et l'imaginaire politique qui va avec. [...] Si on continue à faire comme avant, alors nous perdrons définitivement le contrôle. Et alors ce sera l'effacement. [...] Je veux vous le dire avec certitude. Nous savons que les civilisations disparaissent, les pays aussi. (Si) l'Europe disparaîtra, [...] le monde sera structuré autour de deux grands pôles: les États-Unis d'Amérique et la Chine. Et nous aurons le choix entre des dominations. [...] Je crois que la vocation de la France est [...] d'essayer de peser sur cet ordre du monde avec les cartes qui sont les nôtres pour ne pas céder à quelque fatalité que ce soit, mais tenter de bâtir un ordre nouveau, dans lequel non seulement nous aurions notre place, mais nos valeurs, nos intérêts au fond pourraient l'avoir. [...] C'est la stratégie de l'audace, de la prise de risque. [...] Ce qui est aujourd'hui mortel, c'est de ne pas essayer.*»¹²) L'altermondialiste Aminata Traoré était pendant quelques années ministre de la Culture au Mali.

Face aux sanctions de la France, un autre ancien ministre, Seydou Traore s'adressait à ses compatriotes le 30 septembre 2021. «*Les sanctions étaient prévisibles, car la France joue au Mali et au Sahel sa survie. Il s'agit de faire du Mali un exemple, comme le général de Gaulle a fait de la Guinée de Sékou Touré*¹³, un exemple pour dissuader les pays africains d'aller à l'indépendance.» [...] *La France sans le FCFA*¹⁴ va mourir. Plus qu'une question d'élection et de gouvernance, la France veut arrêter la contestation et ne pas perdre les mines d'uranium d'Arlit au Niger, la Corse, la Guyane – où se situe le Centre spatial guyanais, qui est un centre de recherche spatiale et une base de lancement française et européenne de la fusée Ariane.»

L'ancien ministre poursuit «*En effet, la France reste une puissance coloniale par l'annexion encore à ce jour de nombreux territoires, vestiges de son passé colonial. Ces territoires, hors de l'Europe, sont appelés des Départements ou Régions d'Outre-mer ou Collectivités d'Outre-mer (DROM-COM). Ils sont localisés dans les océans Atlantique et Pacifique et occupent 11.691.000 km², ce qui fait de la France, la plus grande Zone Économique Exclusive (ZEE) du monde, devant les États-Unis (11.351.000 km²) et l'Australie (8.148.250 km²)*».[...] *La France est le seul pays qui vit encore de ses colonies. Par conséquent, le Mali doit servir d'exemple pour endiguer*

la contestation.» [...] «*Il n'est pas question ici et maintenant de Choguel Maiga comme Premier ministre, ni de Malick Diaw comme président du Conseil national de Transition (CNT), il s'agit de la souveraineté du Mali. Celle-ci est comprise comme la qualité de l'État malien de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté, dans les limites du principe supérieur du droit, et conformément au but collectif qu'il est appelé à réaliser. Cette définition retient donc que l'État souverain n'agit que selon sa propre volonté.*» [...]

Concernant la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, il ajoute «*Il faut comprendre que la CEDEAO est un vestige de l'empire colonial français [...] pour contrer la création des États-Unis d'Afrique*» [...] «*nous étions nombreux à demander que les légitimités traditionnelles soient au cœur de la transition. Une amorce est faite, ponctuée par la légalisation d'une journée dédiée aux légitimités traditionnelles. C'est bien et c'est une première. Beaucoup reste à faire, notamment expliquer les enjeux géostratégiques et géopolitiques auxquels le Mali est confronté.*»

Ce discours d'un ancien ministre confirme l'observation que les Africain·es ne veulent plus être considéré·es comme des humain·es de deuxième catégorie et il donne un autre

1. Réelu en 2018 suite à des élections – selon certaines sources – truquées.

2. Éditions *A plus d'un titre*.

3. Organisation intergouvernementale ouest-africaine créée en 1975, pour la promotion de la coopération et l'intégration avec l'objectif de créer une union économique et monétaire ouest-africaine. Source Wikipedia fr.

4. Quotidien fondé en 1943, avec un tirage de 100.000 exemplaires en 1945.

5. Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla in *L'arme invisible de la Françafrique*, éditions *La Découverte*: «*Lorsque ses colonies d'Afrique ont accédé à l'indépendance, à l'orée des années 1960, la France a réussi un tour de passe-passe redoutable. Elle a officiellement reconnu la souveraineté politique des nouveaux États tout en gardant la mainmise sur leur économie grâce à une arme aussi puissante qu'invisible: leur système monétaire.*»

6. Amadou Toumani Touré, dit ATT, militaire et homme d'État malien. Il est chef de l'État de 1991 à 1992 puis président de la République de 2002 à 2012.

7. Alpha Oumar Konaré, homme d'État malien, président de la République de 1992 à 2002 et président de la Commission de l'Union africaine jusqu'en 2008. Seul président malien à avoir terminé son mandat par une transition entre deux présidents élus et non un coup d'État.

8. Mouvement national de Libération de l'Azawad (Nord du Mali). En novembre 2011 à Genève lors d'une Conférence Internationale des Minorités Nationales, Sarkozy y fait aboutir les nombreuses démarches de ses services secrets auprès de certains touaregs Maliens. Le MNLA est créé. Promesse lui est faite de leur donner l'Azawad et leur indépendance.

9. Voir *Archipel* N° 217, juin 2013, «*Le Naufrage et l'offense: Le Mali est à rendre aux Maliens*»

10. *ibid*.

11. Aminata Dramane Traoré, femme politique (ancienne ministre) et écrivaine malienne. Militante altermondialiste, engagée dans le combat contre le libéralisme, qu'elle considère comme responsable du maintien de la pauvreté au Mali et en Afrique en général.

12. Extraits du discours d'Emmanuel Macron à la conférence des ambassadeurs et ambassadrices, août 2019.

13. Ahmed Sékou Touré est le premier président de la République de Guinée.

14. Le franc CFA est le nom porté par deux monnaies communes africaines, héritées de la colonisation française et utilisées par quatorze pays d'Afrique constituant en partie la zone franc. Lire aussi Nicolas Agbohohou *Le franc CFA et l'euro contre l'Afrique - Pour une monnaie africaine et la coopération sud-sud*, éditions Solidarités mondiales, 2000.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischchte,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

son de cloche aux réponses de l'actuelle ministre française des Armées, Florence Parly, en marge du forum de Dakar¹⁵ sur la sécurité. «*La patronne des armées françaises, répondant aux questions des journalistes de RFI et France 24, soutient clairement que son pays fait tout pour que les Russes, et notamment Wagner, ne prennent pas pied au Mali. Elle compte non seulement sur les pays européens, partenaires de la France, mais aussi sur les pays membres de la CE-DEAO, pour faire un maximum de pression dans ce sens.*» [...] «*les Maliennes n'ont pas le droit de faire venir qui ils veulent; et surtout pas des «compétiteurs» décidés à contrebalancer l'influence de la France. Les propos de Mme Parly ont le mérite de la clarté; d'abord parce qu'elle parle de compétiteurs, acceptant par là-même qu'au Mali, il y a une compétition entre des puissances toutes intéressées par quelque chose. Ensuite, parce qu'elle affirme clairement que son pays fera tout (tout c'est tout) pour empêcher l'arrivée de Wagner, et même de l'armée russe, excluant implicitement la perspective d'un départ de l'opération Barkhane, désormais décriée.*»¹⁶

Dans les semaines et mois à venir le Mali ne va pas disparaître de l'actualité. Mais il est à craindre que les voix africaines seront bien triées pour écarter les opinions indépendantes, critiques et opposées aux pressions *neo-post-coloniales*. En plus, il y a une certaine logique dans le fait que des milliardaires qui contrôlent les médias français et des ports, des routes, des infrastructures et des terres africaines, fassent campagne en faveur d'un journaliste raciste, candidat à la présidence en France.

Dominique Ziegler¹⁷ vient d'écrire à ce sujet: [...] «*le temps de parole médiatique est donné dans des proportions parfaitement hallucinantes aux tribuns d'extrême droite, en premier lieu desquels le dénommé Zemmour. Ce dernier, porté à bout de bras par les chaînes de télévision de Vincent Bolloré, peut déverser sa haine des musulmanes, des femmes, des homosexuel·les et d'à peu près tout ce qui constitue le genre humain, devant des millions de téléspectateurs et téléspectatrices. Bolloré¹⁸, pour celles et ceux qui l'ignorent, est un des piliers de la «Françafrique», un magnat dont la fortune s'est constituée principalement sur le dos des peuples africains avec la complicité active des élites politiques françaises et africaines concernées. Comme si cela ne suffisait pas, l'homme a investi, en France, dans des chaînes de télévision privées alternant programmes de variétés débiles et émissions politiques à la ligne fascisante.*»

En octobre 2021 est paru en France un pavé de presque mille pages qui a pour titre *L'empire qui ne veut pas mourir – Une histoire de la Françafrique*, réalisé sous la direction de Thomas Borrel, Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombat et Thomas Deltombe, aux éditions du Seuil. Bonne lecture!

Postface

Le président Macron, qui se prend pour un surdoué du pouvoir, a su profiter de l'appui des milliardaires pour entrer à l'Élysée le 14 mai 2017. La campagne raciste du can-

didat Zemmour et la scission dans l'extrême droite augmentent ses chances d'être au deuxième tour en 2022. Pendant son quinquennat, il a imposé des décrets et des lois liberticides et antisociales, l'extrême droite n'aurait pas pu mieux faire. Des milliardaires et des militaires pavent de nouveau la voie de la Grandeur de la France. Et quand on parle de militaires, il faut penser soldat. Et ces soldats, il faut les préparer pour tuer sans scrupules. C'est Zemmour, qui les pré-

pare et c'est Macron 2 qui les utilisera «*avec audace et prise de risque*» aux manettes de drones, dans les chars et les Rafales de Dassault.

Hannes Lammler
membre du FCE – France
9 décembre 2021

15. 7^e édition du Forum de Dakar, 6 et 7 décembre 2021.
16. Moussa Tchangari via Nouhoum Kelta.
17. Dans *Le Courrier de Genève* du 7 décembre 2021.
18. Voir aussi *Le monde diplomatique*, décembre 2021, Fanny Pigeaud «*Fin de partie pour Bolloré en Afrique?*».

POLOGNE/BELARUS

Lutte contre la forteresse Europe

Les activistes de No Borders établissent un réseau de solidarité près de la frontière polono-bélarusse pour aider les gens à survivre au régime frontalier. Aidez à financer les premiers secours, les soins essentiels, la nourriture, l'assistance juridique et la logistique.

Pendant de nombreuses années, le régime autoritaire de Loukachenko a assuré la sécurité des frontières de l'Union européenne. L'accord était simple: le dictateur empêchait les réfugié·es de passer par le Bélarus pour rejoindre l'UE et recevait en échange de l'argent et des formations pour les garde-frontières. Malgré les sanctions, de 2011 à 2015, Frontex a activement soutenu et développé le régime frontalier bélarusse.

À la fin de 2020, la situation a changé. L'UE a imposé des sanctions en réponse à la répression brutale du soulèvement au Bélarus contre la dictature. Loukachenko, à son tour, a cessé de protéger les frontières. Il a facilité l'entrée dans le pays de personnes venues d'Irak, d'Afghanistan, de Syrie et de nombreux autres pays en proie à des conflits politiques ou à la guerre. Cela a créé une nouvelle voie d'accès à l'UE. Les gouvernements conservateurs de Pologne, de Lituanie et de Lettonie ont introduit des lois qui légalisent les refoulements et ont commencé à militariser les frontières. La Pologne a créé une zone dite restreinte où personne n'est autorisé à entrer, à l'exception des résident·es, des policier·es et des militaires.

Depuis plusieurs mois, la situation devient de plus en plus dramatique. La zone réglementée crée un espace où les lois ne s'appliquent plus, où des violations constantes des droits humains ont lieu, où les gens sont repoussés à de nombreuses reprises et forcés par les garde-frontières bélarusses. Les gens sont chassés par la police, l'armée et les garde-frontières. Les gens sont blessés,

souffrent d'hypothermie et d'épuisement, n'ont pas de nourriture, d'eau potable ou de soutien médical. La région est froide, et il est facile de se noyer dans les marécages. Des gens meurent dans cette zone, et on ne sait pas exactement combien de personnes sont exposées à cette situation.

Mais de plus en plus d'activistes et d'ONG s'organisent pour les aider à survivre, faire preuve de solidarité et les assister par tous les moyens possibles.

L'argent est nécessaire pour payer l'équipement nécessaire, ainsi que les avocats pour le soutien juridique des réfugié·es.

De plus, beaucoup de militant·es sont témoins de scènes horribles sur le terrain et ont besoin d'un soutien psychologique professionnel afin d'avoir la force de revenir et d'aider celles et ceux qui en ont besoin.

L'Europe montre une fois de plus son visage hideux. Les politicien·nes alimentent le récit du danger que représente la migration et s'alignent sur les forces de droite et conservatrices. L'Europe défend ses richesses par tous les moyens possibles et accepte la mort des gens sans hésiter. Les autorités ne s'arrêteront pas, elles construiront des clôtures plus hautes et des murs plus solides – seule notre solidarité maintient les gens en vie et construit des ponts.

Soutenez les activistes, soutenez les gens, combattez la forteresse Europe. Pas de frontières, pas de nations! Personne n'est illégal!

<https://www.firefund.net/borderofshame>.

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

La saison de ski ouvre dans le Briançonnais, pas les frontières

Depuis l'été 2017, pour éviter les contrôles de police dans les Alpes-Maritimes, l'usage de la route migratoire périlleuse à travers les cols enneigés des Alpes, depuis l'Italie, s'est amplifié. Les exilé·es transitent en général quelques jours à Briançon avant de prendre un autocar ou un train pour poursuivre leur chemin ou trouver refuge en France et déposer leur demande d'asile.

Par rapport à l'aide sous toutes ses formes et la répression policière, il y a eu dans le Briançonnais énormément de changements, rebondissements, transformations tout au long de ces années. On peut décrire la situation et tout ce qu'on ressent aujourd'hui, mais demain, sûrement, ce sera d'autres gens, d'autres problématiques, peut-être même d'autres lieux qu'il faudra appréhender et connaître.

Fin 2021

Le 24 octobre 2021, le refuge associatif Les terrasses solidaires, qui offrait un gîte aux personnes en exil, confronté à des arrivées qui dépassaient sa capacité d'accueil, plafonnée à 60 personnes, fermait ses portes. La nuit avant sa fermeture, 230 personnes se trouvaient sur place et sont allées à la gare de Briançon, en attendant de poursuivre leur route. Face à cette situation, l'évêque de Gap a généreusement ouvert la paroisse Sainte-Catherine pour mettre provisoirement à l'abri les exilé·es et celle-ci s'est vite transformée en campement de fortune avec deux grandes tentes installées pour accueillir près de 100 personnes. Un réseau d'hébergeurs/euses solidaires a aussi été mis en place et la mobilisation citoyenne a grandi.

La semaine du 8 novembre 2021, après une chute de neige, les températures descendent à -10 degrés. Toujours en attente de solutions pérennes, les associations et

citoyens solidaires multiplient les actions et interpellations pour avoir une réponse des pouvoirs publics, face à cette crise humanitaire: lettre à la préfète et interpellation lors d'une réunion à Guillestre, interpellation du cabinet Wargon*, tentative de mise à l'abri des exilé·es dans un ancien centre de vaccination, banderoles, lancement d'un réseau d'hébergeurs/hébergeuses solidaires, tracts distribués dans les marchés, etc.

Samedi 13 novembre, Médecins Sans Frontières (MSF) installe une tente gonflable d'une centaine de mètres carrés dans le jardin de l'église Sainte-Catherine de Briançon. Un équipement, chauffé au gazoil, que MSF réserve en général aux crises humanitaires à l'étranger.

Mardi 16 novembre, l'association Tous migrant·es saisit le tribunal administratif de Marseille selon la procédure urgente du référé-liberté, dans le but de contraindre les pouvoirs publics à mettre en œuvre un accueil et un hébergement d'urgence des personnes migrantes arrivées sur le territoire. En outre, *il n'existe aucun dispositif spécial de protection pour les femmes seules*. C'est la première fois que l'État est attaqué en justice à Briançon.

Le jugement, tombé le mardi 30 novembre, rejette la requête. Le tribunal administratif suit ainsi la logique préfectorale, celle d'un État qui renie ses responsabilités, qui se défait de son devoir de mise à l'abri et en fait

reposer tout le poids sur des citoyen·es et des associations. Le tribunal refuse d'enjoindre l'État d'aider les personnes exilées dont les droits sont bafoués.

La préfète des Hautes-Alpes dénonce l'action des associations comme responsable d'un fumeux appel d'air. Selon Martine Clavel, «l'accroissement de l'offre d'hébergement des Terrasses solidaires est bien identifié des réseaux de passeurs». La préfète oppose une fin de non-recevoir à la demande des associations pour l'ouverture d'un lieu d'accueil, géré par les autorités, qui serait en capacité de compléter l'action des Terrasses les jours où la capacité d'accueil de ce lieu serait atteinte: «les contrôles renforcés dans le Briançonnais nous permettent à ce stade une gestion maîtrisée des flux et aucun dispositif d'accueil ne sera initié par nos soins».

Maraudes et refuge

Briançon est à quelques kilomètres de la frontière franco-italienne et des hommes, femmes et enfants arrivent épuisés et transis de froid chaque nuit. Le seul accueil prévu par l'État français est celui de la police, qui refole sans permettre la demande d'asile à la frontière, pourtant prévue par la loi.

En ce moment, les conditions climatiques sont rudes, et ce n'est que le début de l'hiver. Les températures vont jusqu'à -10 et il y a de la neige. Nous sommes ici sur un territoire de montagnes, inhospitalier et dangereux. C'est pour cela que les maraudes continuent, afin de permettre aux personnes en exil de ne pas se perdre, tomber, se blesser ou tout simplement pour les habiller correctement.

On rencontre beaucoup de familles, souvent entre 10 à 20 adultes et enfants en bas âge. Iels viennent d'Afghanistan, d'Irak... les hommes seuls sont généralement des nord africains. Le nombre de passage par jour est très aléatoire, mais peut facilement atteindre 40 personnes. Quand iels peuvent enfin trouver refuge après, parfois, plus de dix heures de marche, iels ont la possibilité de manger, se changer et se réchauffer sur Briançon. En

effet, les Terrasses ayant rouvert depuis début décembre avec une capacité de 60 lits, tout est mis en place pour la mise à l'abri de ces personnes. Ce sont des dortoirs avec des lits de camps et des bénévoles solidaires sont toujours présent·es pour la préparation des repas, l'installation des lits, la réception des vêtements et matériels de première nécessité.

Cette prise en charge demande énormément de gestion, c'est pourquoi il y a aussi des salarié·es du refuge qui ont pour mission de coordonner. Justement, cette coordination se fait également avec le campement à l'église Sainte-Catherine, où la tente de MSF existe toujours, au cas où la jauge du refuge serait dépassée, d'où la nécessité de la présence de gardes de nuits, salarié·es, aux Terrasses et à l'église. Il n'y a par ailleurs que deux toilettes sur place, aucune douche et un accès limité à l'eau potable.



Quel chemin mène à un lieu sûr? Un exilé dans les Alpes françaises

Heureusement, la solidarité et tous les appels à l'aide sur la situation briançonnaise portent leurs fruits. Il y a un renouvellement permanent des bénévoles, ce qui est salubre. En effet, les acteurs et actrices de cette solidarité sont très vite fatigués voire en burn out, surtout les aidant·es habitant la région qui sont confronté·e à toutes les difficultés dues à la répression et aux conditions climatiques. Les différents groupes, associations, bénévoles doivent se coordonner en fonction de situations, toujours plus complexes et changeantes.

La crise sanitaire demande encore un peu plus de gestion, car tous les exilé·es qui prennent le train doivent pouvoir faire un test covid avant de continuer leur route, et cela est pris en charge par Médecins du monde. Bien sûr, ce n'est pas tout... En effet, cette population que les associations et bénévoles accueillent et aident, ne parle pas notre langue, donc la communication est souvent limitée. De plus iels ne restent pas longtemps dans le briançonnais, ce qui implique l'éternel recommencement des explications, conseils, etc... Avec en plus tout le «travail» annexe que cela demande: gestion du fioul, du bois de chauffage, des arrivages d'habits à dispatcher, des bénévoles à accueillir qui ne restent en moyenne que 2 semaines... Sans oublier la gestion des médias, des communiqués de presse, les requêtes, les éventuelles arrestations à suivre, les différentes réunions d'organisation (par exemple: le procès des 7 de Briançon, l'organisation de la journée de la migration, la saisie du tribunal administratif pour la requête, les conférences, les projections, l'accueil et le suivi des parlementaires qui viennent à la frontière).

La répression

A Montgenèvre, les maraudeurs et maraudeuses, venu·es de toute la France, font toujours l'objet de contrôles d'identités, de poursuites en voiture ou à pied et parfois d'arrestations de la part de la gendarmerie, avec des effectifs toujours plus importants afin de «protéger» cette frontière. Médecins du monde, qui est d'une grande aide, assure certaines gardes de nuits avec les maraudeurs et maraudeuses.

Évidemment, il y a aussi une véritable traque de la police envers les exilé·es. Iels sont renvoyé·es à la PAF, police aux frontières, puis en Italie. La seule réponse de l'État à ce jour: un renforcement massif de la militarisation à la frontière, rendant la traversée dans les montagnes extrêmement dangereuse (courses poursuites en terrain montagneux, emprunt de chemins non tracés et toujours plus hauts dans la montagne).

Un exemple parmi tant d'autres d'une des conséquences tragiques de cette situation, la séparation de deux femmes enceintes, transférées à l'hôpital de Briançon, alors que leurs enfants et conjoints, ont été refoulé·es en Italie au même moment. Il est inhumain et illusoire de penser résoudre la question de l'exil par la militarisation de la frontière alors que ces familles fuient la guerre, la faim, la violence et les persécutions. La répression policière illustre la volonté de déstabiliser toutes les personnes qui agissent sur place, donc il est important de faire reconnaître le droit à l'aide, sans passage de

frontière et sans association de malfaiteur. Quand, en période de confinement, les maraudeurs et maraudeuses devaient montrer patte blanche pour pouvoir se déplacer vers Montgenèvre, c'est-à-dire avec une autorisation de sortie venant de l'association Tous migrant·es dont iels étaient membres, la police, en les arrêtant, savait bien évidemment qu'ils étaient là pour les maraudes. Il est donc toléré qu'une aide se fasse dans les montagnes auprès des exilé·es, mais alors pourquoi tant de pression envers cette solidarité? Sûrement pour qu'à travers les maraudeurs et maraudeuses, iels retrouvent les exilé·es... Les solidaires sont régulièrement accusé·es de mettre en danger les gens dans la montagne, alors que s'ils ont peur, c'est bien de la police, d'où les énormes détours pris en haute montagne, dans la neige, pour échapper aux refoulements. Et étant donné qu'il n'y a jamais de passage de frontière, l'aide ne peut et ne doit pas être remise en question.

Évidemment, toute forme d'organisation avec l'Italie est interdite (même pour apporter des vêtements), cela pourrait s'apparenter à de l'association de malfaiteurs! De l'autre côté de la frontière, à Clavière ou à Oulx, la situation est telle que les exilé·es ne peuvent presque plus se préparer à affronter cette longue route ou se reposer car les maintes tentatives d'avoir un lieu adapté sont réprimées. Nous savons pourtant qu'à part les éventuelles morts, il y a 100 % de réussite au passage de la frontière car, aujourd'hui ou demain, les exilé·es refoulé·es reviendront et

retenteront la traversée. A quoi bon les mettre en danger par une présence policière disproportionnée? Ou encore pourquoi s'obstiner à penser que ce pays, la France, ne peut pas être ouvert à tous et toutes, pour s'y installer ou juste pour passer.

Le Collectif Refuges Solidaires, Tous Migrant·es, Médecins du monde, les Terrasses Solidaires, Les solidaires de Briançon, le Secours Catholique, Caritas France, les bénévoles, réitèrent sans cesse leurs demandes auprès des pouvoirs publics pour: - un véritable espace de dialogue et de concertation avec les associations, citoyens, citoyennes et personnes concernées; - la mise en place d'un système d'accueil d'urgence digne, en complément du refuge solidaire au sens de l'art 345-2-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles; - l'accès à des tests COVID-19 afin d'assurer une mission de santé publique et la continuité des parcours; - un accès facilité aux moyens de transports. Nos montagnes ne deviendront pas des cimetières.

Noëlle
Membre FCE - France

* Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, chargée du logement.

Contacts
Associations signataires: communication(chez)tousmigrants.org
Presse: presse.solidaires.briancon(chez)gmail.com
ou Sam 07 58 65 05 56
MSF: Julie Damond julie.damond(chez)paris.msf.org ou 06 81 27 74 71 (weekend), Assia Shihab: assia.shihab(chez)paris.msf.org ou 06 83 31 55 39 (lundi au vendredi)

KIOSQUE

Conseil de lecture

Anselm Jappe, *Sous le Soleil noir du capital, Chroniques d'une ère de ténèbres*, Editions Crise & Critique – 26 novembre 2021

Le capitalisme, ce n'est pas uniquement «les capitalistes»: c'est avant tout une totalité sociale, l'ensemble des relations, déterminées par le capital et sa logique propre, qui structurent la vie moderne. Aussi doit-il être analysé et combattu dans sa totalité. La critique de la valeur, depuis plus de trente ans, s'emploie ainsi à montrer que le projet de l'émancipation sociale n'a rien à voir avec une gauche alter-capitaliste et alter-étatiste qui n'a finalement cherché qu'à aménager le désastre.

Les essais réunis dans ce livre étaient cette critique radicale par l'examen d'un certain nombre de questions d'actualité: la littérature, la simplicité volontaire, le culte du Marquis de Sade, les musées, l'art contemporain, l'architecture, l'anticapitalisme tronqué, le romantisme révolutionnaire, l'importance de William Morris, le mythe du bandit, de Lacenaire à Jacques Mesrine.

Autant de thèmes qui permettent à Anselm Jappe de rappeler les fondements de la critique de la valeur, et de redéfinir des

concepts essentiels tels que l'aliénation, la réification et le fétichisme en confrontant leur sens chez Marx, Lukács et Adorno. Ces essais constituent à la fois une première approche de la critique de la valeur-dissociation et son développement, dans l'analyse de différents sujets, chaque texte s'appliquant à exposer ses propres présupposés théoriques. Anselm Jappe est né en 1962, il est philosophe et enseigne l'esthétique à l'*Accademia di Belle Arti* de Rome. Auteur de nombreuses publications, il est l'un des principaux théoriciens en France de la Critique de la valeur, un courant international élaborant une critique du capitalisme fondée sur une relecture novatrice de Marx, à contre-courant du marxisme traditionnel.

Il a notamment publié: *Guy Debord* (La Découverte 2017), *Les Aventures de la marchandise* (La Découverte 2017), *Crédit à mort* (Lignes, 2011), *La société auto-phage* (La Découverte, 2017), *Béton, arme de construction massive du capitalisme* (L'Echappée, 2020).

Extrême droite *made in* France

La France a une longue tradition historique de pratiques (de discrimination ou de hiérarchisation entre groupes humains) et de théorisation racistes. Le contraire serait étonnant, étant donné que le pays, outre une longue suite de résistances sociales et de mouvements démocratiques, a également une histoire de conquêtes coloniales, de traite des esclaves (minutieusement réglementée par un code spécifique en 1685 sous le titre de Code Noir, aboli une première fois en 1794 et une deuxième fois en 1848) et de répression des révoltes anticoloniales.

Débats sur l'islam

Au cours du dernier quart de siècle, les contenus racistes se sont surtout cristallisés dans l'espace politique français autour de la présence de l'islam, ou de personnes perçues comme musulmanes, dans l'espace public ou dans le pays en général. Jean-Marie Le Pen, tout comme sa fille et successeuse politique Marine Le Pen, a également fait de la politique avec cela, mais pas seulement. Là où Jean-Marie Le Pen défendait l'Occident catholique et ses traditions, sa fille – qui semble peu intéressée par les valeurs religieuses et qui est critiquée pour cela par d'autres parties de la droite (extrême et conservatrice) – se pose plutôt en championne de la sécularisation et de la laïcité française, et même en défenseuse des droits des homosexuels et des juifs face à la «menace des immigrés islamiques».

Ces derniers temps, trois modèles d'argumentation différents se sont chevauchés dans la droite politique autour du thème de l'islam. Premièrement, une approche issue de la tradition coloniale, qui ne s'oppose pas à la présence de musulman·es sur un territoire commun, à condition (mais seulement à condition) qu'ils acceptent leur subordination et la supériorité systématique de la «civilisation française», définie tantôt comme chrétienne, tantôt comme laïque.

Deuxièmement, on rencontre un discours qui perçoit l'islam comme un ennemi et un adversaire historique dont la présence – par le biais de la présence de personnes se réclamant de cette religion en France et en Europe – doit être au minimum étroitement limitée. Il s'accompagne souvent de l'évocation de peurs et de scénarios menaçants sur l'immigration, «l'invasion» et la submersion.

Un troisième type d'argumentation peut être identifié au sein du champ idéologique de la droite: il invoque le «respect de toutes les identités culturelles» et leur «équivalence» tout en interdisant strictement les mélanges au nom d'un soi-disant ethno-pluralisme. Ce concept a été forgé dans les années 1970 et 1980 par l'écrivain Alain de Benoist, figure de proue de ce que l'on appelait alors la Nouvelle Droite, un terme qui, en France, contrairement à l'Allemagne, n'est pas appliqué n'importe comment à n'importe quel groupe de droite qui gagne en influence, mais désigne un courant au contenu très spécifique. A certains moments, un Jean-Marie Le Pen – qui utilisait au choix et en alternance les trois types de discours, selon les besoins

politiques du moment – y a également fait des emprunts. Ainsi, en août 1997, il a rencontré sur la mer Egée, à sa demande, l'ex-premier ministre turc islamiste Necmettin Erbakan, qui venait d'être renversé, et l'a considéré comme un champion de la lutte contre le mélange des cultures, dans le sens où la Nouvelle Droite a parfois salué l'émergence de l'islam politique comme un «réveil du désir de réappropriation de l'identité culturelle». Cela n'a pas empêché le même Le Pen (senior) de dépendre à d'autres moments l'islam sous des couleurs sombres, comme une menace pour l'Occident. Il n'était pas forcément soucieux de cohérence – les idéologues qui lui fournissaient les mots-clés dans l'un ou l'autre contexte, en revanche, l'étaient.

Racisme «biologique»

A côté de ces discours parfois relativement élaborés, dont les auteurs et autrices (ou les utilisateurs et utilisatrices) dans l'espace politique intègrent souvent des éléments de la réalité dans les débats actuels – par exemple en ce qui concerne l'action des représentants de l'islam politique –, on trouve également des manifestations d'un racisme plat, peu argumenté, qui se fonde par exemple sur la couleur de la peau et l'apparence physique.

En 2013, la politicienne locale Anne-Sophie Leclère (ancienne conseillère municipale Front national à Rethel, dans l'est de la France) a suscité une vague d'indignation en postant sur les réseaux sociaux une caricature représentant Catherine Taubira, alors ministre de la Justice, sous les traits d'un singe tenant une banane. Taubira est noire et originaire de Guyane française. Leclère a été condamnée pénalement pour cela en 2015. Elle a trouvé peu de défenseurs ou défenseuses explicites.

Ce racisme aussi brutal que primitif sur le plan argumentatif est certes également répandu dans certaines parties de la société et se fait remarquer dans les stades de football, mais il n'est pas vraiment influent sur le plan politique – même à l'extrême droite, d'autant plus que ses partis, tel l'ancien Front national (rebaptisé depuis 2018 Rassemblement national) sous Le Pen père ou fille, disposent depuis longtemps de leurs propres structures dans les «territoires d'outre-mer» français. Dans les Antilles (Guadeloupe et Martinique), leurs membres sont également noirs de peau et s'engagent, par exemple, pour que les îles restent françaises et contre l'immigration en provenance du pays voisin

plus pauvre, Haïti, tandis que la branche du parti dans le «territoire d'outre-mer» français, la Nouvelle-Calédonie, située dans le Pacifique occidental, est plutôt un parti de colons blancs.

Les banlieues à travers le regard ethnisant

Un autre type d'argument, courant dans les discours racistes, reflète la ségrégation à la fois spatiale, sociale et liée à l'origine des populations en France. Celle-ci existe dans les faits, mais pas sur le plan juridique; le 20 janvier 2015, le Premier ministre socialiste de l'époque, Manuel Valls – qui n'est habituellement pas connu pour être un critique des inégalités sociales, mais plutôt pour être l'aile droite de son parti – déclarait de manière quelque peu inattendue dans une allocution: «Un apartheid territorial, social, ethnique s'est imposé dans notre pays». L'utilisation du terme «apartheid», qui a frappé à l'époque, est erronée sur le fond: il n'existe pas de législation ou de réglementation explicitement raciste et prescrivant des séparations entre les groupes de population. Cependant, depuis l'industrialisation en France, des processus de longue haleine ont permis d'installer les «populations à risque», d'abord les ouvriers industriels, dans des zones spéciales. Dans les principales agglomérations urbaines, il ne s'agissait ni de quartiers ouvriers à l'intérieur des villes, ni de communes rurales, mais de zones d'habitation dans un troisième espace entre les centres urbains et la campagne, que l'on appelait banlieues, en référence aux anciens bans² autour des grandes villes à la fin du Moyen Âge.

Contrairement aux grandes villes américaines, il n'existe pas en France de quartiers d'habitation explicitement définis comme «ethniques», comparables aux «ghettos noirs» et autres unités spatiales. Partout dans les quartiers populaires français – où les ouvriers de l'industrie, autrefois dominants, ont été remplacés par des travailleurs précaires, des faux indépendants et des chômeurs – on ne rencontre pas un groupe dominant défini par l'origine, mais une population mélangée qui comprend aussi bien des «Français et Françaises d'origine» que des groupes d'immigré·es issus des anciennes colonies françaises et d'autres parties de la population issues de l'immigration. Cependant, la perception dans les quartiers d'habitation situés en dehors de ces zones particulières est dominée par leur représentation et leur image en tant que «lieux d'habitation d'Arabes et d'Africain·es» et «zones marquées par l'islam».

Cela correspond à une réalité sociale marquée par l'accumulation de facteurs problématiques tels que la pauvreté, la précarité, les discriminations subies et, parallèlement, par une augmentation de la fréquence des tensions et des violences en tout genre. Le regard extérieur, c'est-à-dire celui de la société majoritaire sur les «zones à problèmes», agit comme une loupe à travers laquelle sont perçus – et souvent interprétés de manière «ethnicante» – les phénomènes de rejet de la société et les tensions sociales qui agissent naturellement aussi ailleurs.

Dans cette perception extérieure, l'accumulation de problèmes, dont les causes sont

souvent sociales, est alors traduite comme l'expression du caractère violent, crimino-gène et potentiellement dangereux de certains groupes de population, et même parfois comme la conséquence d'un « choc des civilisations ».

L'idéologie du grand remplacement

C'est ce qu'a notamment exprimé Éric Zemmour, candidat d'extrême droite déclaré à l'élection présidentielle française (sans étiquette), connu à l'époque comme écrivain et journaliste vedette. Le dernier week-end d'août 2021, lors d'une intervention à Aix-en-Provence, il a déclaré que tous les phénomènes de violence, ainsi que les dérives et les effets de la « délinquance » (qui est en effet désormais bien ancrée dans les banlieues), n'étaient en rien de la délinquance, mais obéissaient plutôt à un plan d'ensemble qu'il résume par le terme de « djihad ». L'objectif est de provoquer un remplacement de population et d'expulser de leurs territoires ancestraux les populations à dominante blanche et chrétienne en les intimidant et en sapant leurs valeurs.

Le concept de grand remplacement, également utilisé par Zemmour, a d'abord été inventé par l'écrivain Renaud Camus (c'est-à-dire le « grand remplacement de population », en tant que projet prétendument planifié par une partie des élites pour miner les nations ancestrales, à peu près dans le sens du concept d'« Umvolkung », utilisé autrefois par les völkisch³ et les nationaux-socialistes en Allemagne). Il a été condamné par la justice en avril 2000 pour des passages antisémites de son livre et plus tard (en deuxième instance en 2015) pour des propos incendiaires tenus lors d'une conférence anti-islam en décembre 2010 à Paris. Ce dernier jugement concerne un passage du discours dans lequel Camus déclare, de la même manière que Zemmour onze ans plus tard, que les délits commis dans les quartiers sensibles en France ne sont pas des délits (quotidiens), mais une attaque djihadiste obéissant à une planification globale.

Le même terme a ensuite été repris dans les pays anglophones – notamment par l'auteur de l'attentat de Christchurch en mars 2019, Brenton Tarrant⁴ – en tant que great replacement.

Mais une partie des conservateurs français s'est également radicalisée idéologiquement. Lors du processus de sélection du camp conservateur pour la candidature à l'élection présidentielle de 2022, dont les résultats ont été annoncés le 4 décembre, le candidat d'extrême droite Eric Ciotti – député de Nice – a pu se hisser au second tour, ob-

tenant 39% des voix exprimées dans ce second tour; 150.000 membres inscrits du parti Les Républicains (LR), qui est actuellement la formation politique française comptant le plus grand nombre de membres, avaient le droit de vote.

Ciotti n'est pas seulement un ami du « radicalisé »⁵ Eric Zemmour, il a annoncé auparavant qu'il voterait pour lui en cas de second tour entre le président sortant Emmanuel Macron et l'homme d'extrême droite. Il reprend également à son compte le terme de grand remplacement, rejeté par Marine Le Pen.

Une nouvelle vague de prises de position racistes liées à la banlieue et aux « groupes à problèmes » dans l'espace public en 2020/21 a également constitué une réaction au mouvement assez massif de quelques semaines contre les violences policières, qui a donné lieu à des manifestations et à des rassemblements en France dans la première moitié du mois de juin 2020, en même temps que les protestations de masse qui ont suivi la mort violente de George Floyd aux États-Unis (25.05.2021).

Cette mobilisation, à une période où les manifestations étaient généralement interdites par le gouvernement invoquant l'état d'urgence face au Corona, a sonné l'alarme chez certains·es représentant·es politiques et médias de droite telle que la chaîne de télévision privée CNews (l'une des anciennes employeuses du commentateur Eric Zemmour). Depuis, un nouveau terme a été inventé, que les milieux gouvernementaux ont d'une certaine ma-

nière mis à la mode. Il s'agit du néologisme wokisme, un terme qui n'existe pas en anglais⁶ et qui n'existait pas non plus en français auparavant, et qui fait référence à l'expression woke (réveillé, éveillé). Elle était utilisée dans le mouvement des droits civiques dans le sud des États-Unis dans les années 1960 pour désigner les personnes qui avaient pris conscience de la nécessité d'agir ensemble et de leur force. Elle a également été utilisée en partie dans le mouvement qui a suivi l'assassinat de Georg Floyd. En imitant apparemment cette terminologie, des journalistes français, à commencer par des médias tels que le Figaro et l'hebdomadaire Valeurs actuelles, situés entre les conservateurs et l'extrême droite, ont créé un nouveau concept de combat politique. Il est utilisé comme argument massue dans tous les contextes possibles et imaginables, contre les revendications de minorités « ethniques » ou religieuses – par exemple lorsque des personnes ou des groupes se plaignent, à tort ou à raison, d'« islamophobie », ou lorsque des revendications anti-discrimination sont formulées –, mais aussi désormais pour d'autres raisons. Des mairies écologistes (depuis juin 2020, le parti écologiste EE-LV dirige pour la première fois plusieurs grandes villes françaises, de Strasbourg à Bordeaux en passant par Lyon) veulent proposer des menus végétariens dans les cantines scolaires? « Wokisme », s'insurge-t-on en retour! La politicienne gauche-verte Sandrine Rousseau demande des mesures contre la discrimination structurelle des femmes? « Wokisme! ».

Dans les médias de droite, le « wokisme » et le « racisme »⁷ [...] sont depuis longtemps utilisés comme synonymes. On peut s'attendre à ce que les futurs mouvements pour les droits des migrant·es ou des requérant·es d'asile soient tous confrontés à des accusations de « wokisme »...

Bernard Schmid
Juriste et journaliste



Le défilé des clowns dans le manège des élections en France, photo: MR

Les notes sont de la traductrice:
1. <https://www.huffingtonpost.fr/2015/01/20/manuel-valls-apartheid-france_n_6506458.html>
2. Ancienne coutume de droit féodal signifiant: espace d'environ une lieue autour d'une ville, dans lequel l'autorité faisait proclamer les bans et avait juridiction.
3. Courant intellectuel et politique, apparu en Allemagne à la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle. Il joua un rôle important lors de la révolution conservatrice sous la république de Weimar et certaines de ses idées furent reprises par le nazisme.
4. Terroriste australien d'extrême droite auteur des attentats de Christchurch (Nouvelle-Zélande) contre deux mosquées, faisant 51 morts.
5. C'est le titre d'un livre sur lui: Le radicalisé: enquête sur Eric Zemmour d'Etienne Girard, Seuil, 2021.
6. Si si, et il est également utilisé aux États-Unis par tout un ramassis d'extrême droite pour attaquer tout ce qui tourne autour des questions de genre et de race.
7. Les militant·es antiracistes utilisent le terme « racisé » ou « racialisé » pour mettre en évidence le caractère socialement construit des différences et leur essentialisation. Il met l'accent sur le fait que la race est une idée construite qui sert à représenter, catégoriser et exclure l'Autre.

Du courage contre la violence

En Colombie, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue d'avril jusqu'en juillet 2021. Mais les protestations ont été réprimées avec une violence brutale. Des activistes courageux ont documenté les graves violations des droits humains et s'engagent en faveur des victimes de cette violence étatique.

Au début des protestations, en avril 2021, une grève nationale avait été déclarée et des manifestations de masse, pour la plupart pacifiques, avaient eu lieu dans de nombreuses régions. Les gens réclamaient la justice sociale et un changement de société – loin de la violence systémique. Un mouvement populaire d'une ampleur inédite avait vu le jour. Mais la répression étatique a été implacable: des personnes ont été tuées, des centaines d'autres blessées, emprisonnées et torturées; beaucoup sont portées disparues. La ville de Cali, très marquée par les inégalités, l'exclusion et le racisme structurel à l'encontre des habitant·es afro-colombien·es, est devenue l'épicentre de la contestation et une cible particulière de la répression.

Accompagnement juridique des victimes

Informé·es de la situation par des ami·es en Colombie, nous avons pris différentes initiatives pour faire pression sur le gouvernement colombien et communiquer sur le problème¹. Parallèlement, nous avons cherché des partenaires en Colombie afin d'obtenir des informations plus précises et de proposer notre aide. C'est ainsi que nous avons fait la connaissance de l'ONG *Temblores* (tremblement)², composée de jeunes juristes et d'activistes, et nous sommes depuis en contact régulier avec celle-ci. *Temblores* fournit une assistance juridique aux victimes de la répression sanglante grâce à sa «clinique judiciaire» mobile (POLICAR-PA). Aujourd'hui encore, des personnes qui ont été actives dans le mouvement, en particulier des jeunes, sont persécutées ou même tuées.

Temblores, en collaboration avec deux autres organisations de défense des droits humains, a mis en lumière les nombreuses violations de la Convention interaméricaine des droits humains (CIDH) commises par la police colombienne. Dans un rapport daté de juillet 2021, l'ONG déclare: «Pendant la grève nationale, l'État colombien a systématiquement violé ses obligations en matière de protection des droits humains dans le cadre de l'exercice du droit de manifester pacifiquement, ainsi que les normes de la Cour internationale des droits humains en matière de réglementation et de contrôle de l'utilisation des forces de sécurité dans le contexte des protestations sociales.»

Il est temps de réformer la police

Temblores recueille les déclarations des victimes et d'autres témoins, défend les personnes lésées et publie des enquêtes et des statistiques sur la violence systématique des forces de sécurité sur sa plateforme Internet GRITA³. L'organisation critique principalement les pratiques violentes suivantes de la police:

- l'utilisation indiscriminée et disproportionnée d'armes à feu;
- l'utilisation d'armes non directement létales mais dangereuses, telles que les gaz lacrymogènes et/ou paralysants, les balles en caout-

chouc ou à billes et les grenades;

- l'utilisation de lance-grenades *Venom*, qui possèdent 30 tubes de lancement et peuvent répandre instantanément de grandes quantités de produits chimiques irritants sur une vaste zone;
- les tirs de gaz lacrymogènes et/ou paralysants sur les maisons et les zones résidentielles;
- la violation du principe de publicité des procédures policières, telle que la dissimulation des badges des agents, le harcèlement et la détention de journalistes;
- les passages à tabac et la torture infligés aux personnes détenues arbitrairement, l'imposition d'exigences illégales faites à ces mêmes personnes en échange de leur liberté;
- les agressions sexuelles pouvant aller jusqu'au viol;
- les disparitions forcées.

Rien qu'au cours des quelques mois de grève et de manifestations, GRITA a enregistré environ 5.000 actes de violence de la part des forces de police dans tout le pays.

La police en Colombie est jusqu'à ce jour soumise au ministère de la Défense et à la justice militaire qui agit à huis clos, ce qui empêche toute transparence des procédures et des éventuelles condamnations des policier·es qui ont commis des violences. *Temblores* demande des procès contre les policier·es devant des tribunaux civils, l'interdiction de certaines armes et s'engage pour une réforme complète de la police.

Des yeux détruits

Un rapport spécial, publié début décembre 2021 et distribué gratuitement en brochure, est consacré aux blessures au visage et aux yeux causées par les projectiles et les gaz: destruction de l'iris, décollement de la rétine, hémorragie du vitré et traumatismes de l'œil et de l'orbite. Les victimes ont ainsi subi des dommages temporaires ou permanents qui ont fortement affecté leur vie future. 103 cas sont documentés.

Temblores a été souvent menacée depuis sa

création en 2016⁴, pendant la période de l'Accord de paix entre le gouvernement de l'époque et la guérilla des FARC. Mais depuis la grève et les manifestations, les tentatives d'intimidation et les mesures de persécution de l'État contre l'organisation se sont intensifiées. Le travail engagé de *Temblores* est plus qu'inconfortable pour les élites politiques, policières et militaires. Ainsi, deux représentants de *Temblores* ont dû quitter le pays après la publication du rapport sur les blessures oculaires. Ils avaient été informés qu'ils faisaient l'objet d'une enquête. Depuis leur exil provisoire à l'étranger, ils demandent des explications aux autorités sur les faits qui leur sont reprochés et sur les écoutes téléphoniques dont ils font vraisemblablement l'objet de la part des autorités.

Un grand séisme

Le codirecteur de *Temblores*, Alejandro Lanz, explique «tremblement», le nom de l'organisation, par le moment historique que vit la Colombie depuis le processus de paix. Il compare la transformation de la société colombienne et du pays à un grand mouvement de plaques tectoniques: «Nous voulons provoquer ce changement par des mouvements forts qui rompent avec les discours de violence et favorisent la construction d'une société plus démocratique, plus juste et plus accessible pour les personnes qui ont subi la violence et qui n'ont jamais eu accès à la justice et aux services publics.»

Le logo de *Temblores* est un éléphant⁵ qui se cabre. L'organisation veut ainsi montrer qu'elle tente de casser un tabou et d'agir contre celui-ci. Pour que *Temblores* puisse continuer à remplir cette mission, nous soutenons également cette importante initiative au niveau international. Nous espérons vivement que le tremblement dans la société colombienne va continuer.

Michael Rössler, FCE Suisse et
Isabelle Bourboulon, autrice, France

1. voir *Archipel* N° 306, septembre 2021.

2. <<https://www.Temblores.org>>

3. Pour *Grabar, Registrar, Investigar, Triangular, Asistir* (enregistrer, consigner, étudier, trianguler, assister).

4. Depuis sa création, *Temblores* tente de rendre visible la violence contre des groupes qui ont toujours été marginalisés en Colombie: les personnes LGBTQ+, les jeunes socialement exclu·es, les toxicomanes, les détenu·es et les sans-abris.

5. L'éléphant dans la pièce est une métaphore d'origine russe, très répandue dans les pays anglophones (elephant in the room), mais que l'on trouve désormais aussi dans d'autres langues. L'anglicisme désigne un problème évident qui se trouve dans la pièce, mais qui n'est pourtant pas abordé par les personnes présentes.



«S'ils continuent de nous tuer, nous continueront de marcher», Colombie, 2021